

<http://www.sudeducation92.ouvaton.org/spip.php?article1354>



**Travailleurs.euses de
l'Education, des autres
secteurs, de Grèce ou
réfugié.e.s : soyons unis et
solidaires contre les
capitalistes, pour une société
de justice et de liberté !**

Date de mise en ligne : dimanche 27 septembre 2015

- DOSSIERS

- Idées / analyses

Copyright © SUD éducation-92 - Tous droits réservés

« En » France et en Europe les politiques d'austérité attaquent les services publics, les droits sociaux et les solidarités.

Belka sème la misère récolte la colère

Dans l'éducation comme ailleurs les capitalistes nous coûtent cher. L'austérité, nous la payons au quotidien, avec un budget qui ne suit pas l'augmentation de la démographie scolaire, des effectifs par classe qui s'accroissent, des conditions de travail qui se dégradent. Nous l'annonçons dès 2012, et c'est désormais un secret de polichinelle, les promesses de création de postes ne seront pas tenues.

Les inégalités explosent. Nos salaires sont désormais congelés. Pourtant de l'argent, il y en a : les dividendes versés aux actionnaires des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 30% en un an, pour atteindre 56 milliards.

Les politiques éducatives capitalistes sont poursuivies et sapent les garanties collectives, augmentent les pressions hiérarchiques et la mise en concurrence. Notre charge de travail ne cesse de s'alourdir, avec la réforme des rythmes scolaires et les différentes réformes statutaires. « L'autonomie » et la réforme des rythmes scolaires (des universités, des lycées, et maintenant des collèges) généralise la concurrence et augmente les inégalités.

Tous les indicateurs montrent que les personnels rejettent très massivement ces politiques ministérielles. Il s'agit maintenant de transformer ce rejet en luttes. Mobilisons-nous autour de mots d'ordre rassembleurs : Non à l'austérité, oui à la solidarité ! Non à la concurrence, oui à l'égalité ! Non aux pressions, plus d'autogestion ! Il faut réduire les effectifs et le temps de travail, augmenter les salaires et abroger les contre-réformes.

Grèce, réfugié.e.s : ils veulent nous diviser ! Soyons unis et solidaires !

NON A CE QUI ARRIVE

(guerre, paupérisation, contre-réformes, casse des acquis sociaux...)

OUI A CEUX QUI ARRIVENT

(des classes populaires comme nous)

Le gouvernement grec, l'Union européenne et le FMI mettent en place un plan qui va renforcer l'austérité par les mesures budgétaires et l'augmentation de la TVA dans un pays déjà dévasté, renforcer la privatisation de la Grèce et annoncer une nouvelle réforme des retraites par l'allongement de la durée du travail. Ces mesures d'austérité qui s'appliquent dans toute l'Europe créent chômage, misère et inégalités. Nous devons être solidaires et engager résolument les mobilisations nécessaires pour changer cette Europe austéritaire.

Cette Union européenne qui agresse le peuple grec est aussi responsable de la catastrophe dont sont victimes les réfugié.e.s. Nous trouvons effroyables la manière dont ils.elles sont traité.e.s arrivant en Europe, quand ils.elles ne sont pas mort.e.s auparavant, tué.e.s par des trafiquants, noyé.e.s dans la Méditerranée ou assoiffé.e.s dans le Sahara. Malgré la soi-disant frayeur qu'affichent nombre de dirigeant.e.s européen.ne.s face à l'afflux de réfugié.e.s cette année, celui-ci reste tout à fait infime par rapport à la population européenne. Pour notre part, nous contestons le "tri" soi-disant à faire entre les "réfugié.e.s" venant de pays en guerre et les "migrants" économiques que la misère et les spoliations chassent de chez eux. C'est non seulement très difficile de les distinguer, mais de plus, en quoi mourir de la misère serait-il moins grave que mourir sous les bombes ? Que ce soit dans le Moyen-Orient ou en

Afrique, les gouvernements des pays européens et des Etats-Unis ont une large part de responsabilité dans cet exode massif de réfugiés : au désordre et aux déstabilisations qu'ils sèment en Afrique et au Moyen-Orient par leurs interventions militaires, il faut ajouter le soutien politique ou financier plus ou moins masqué et les ventes d'armes aux dictatures qui écrasent leurs peuples, et notamment aux pays du Golfe, sans oublier le pillage économique des grands groupes capitalistes. Malgré cela, les gouvernements européens multiplient les murs et les barbelés. Ils ont beau jeu de dénoncer les filières criminelles de passeurs, mais celles-ci n'existent que parce qu'ils ont fait de l'Europe une forteresse ! Il faut en finir avec Frontex et toutes les lois sur les étrangers qui entravent la liberté de circuler. Les frontières ne sont pas une solution : elles divisent les peuples mais ne sont jamais une entrave pour les exploiters. Les réseaux clandestins, l'exploitation par le travail au noir ne peuvent exister et prospérer que parce que l'on a sciemment créé une catégorie de personnes discriminées et marginalisées qui sont forcées d'y avoir recours. On veut combattre les passeurs, les exploiters ? Alors donnons aux réfugié.e.s la liberté de circuler.

L'histoire des migrations de réfugié.e.s en Europe nous a appris que les ressources reposant sur la solidarité sont beaucoup plus importantes qu'un simple calcul d'apothicaire le laisse penser. Accueillir les réfugié.e.s porte ses fruits, beaucoup d'entre nous en sont les témoins vivants. Et nombre d'études démontrent l'absence d'impact négatif de l'immigration sur les pays accueillants, bien au contraire. Rappelons les chiffres : en 1939 au moins 450 000 réfugié.e.s de la guerre d'Espagne arrivent en France ; bien que certain.e.s aient souffert de conditions d'accueil indignes (camps de concentration, par exemple), qui pense aujourd'hui que ces réfugiés ont déstabilisé la France ? En 1979 la France accueille près de 130 000 réfugié.e.s de l'ancienne Indochine. En 1962, c'était près d'un million de personnes que l'on rapatriait d'Algérie. Est-ce que les voix qui s'élèvent contre l'accueil des réfugié.e.s soutiendront que gérer le déplacement d'un million de personnes sur une période aussi courte a plongé la France dans le chaos et la crise économique ? Les réfugié.e.s ne souhaitent qu'une chose : contribuer par leur travail, par leurs cotisations sociales et par leur richesse culturelle à apporter leur part à la société. Aidons-les en leur donnant une place pleine et entière à nos côtés.

Une fois encore, « l'économique » prend le pas sur « l'humain ». Une fois encore, on substitue une question politique : « quelle société voulons nous ? », à une question comptable « combien ça coûte ? ». Pourtant, de l'argent il y en a ! Pour rappel, 10% des Français les plus riches détiennent 1700 milliards d'euros d'épargne financière, soit l'équivalent de la dette publique de l'état français dans son intégralité. C'est la politique au service des intérêts capitalistes qui conduit à une augmentation sans fin des inégalités et au chômage de masse.

Ce sont les capitalistes et les banquiers qui nous coûtent cher, et qui sont responsables de la crise, de la pauvreté et du chômage.

Pour changer cela, tous.les les travailleuseuses, français.es, européens.nes ou immigré.e.s doivent être solidaires et imposer un autre rapport de force pour construire une société de coopération, de justice et de liberté ! Une autre société est possible, et elle ne pourra se construire que dans la solidarité.

Dans nos écoles, dans nos quartiers, non à la discrimination, oui à la solidarité !

